

INTRODUCTION

Le premier but fut marqué par la « Gaillarde » et il s'éleva un hurlement qui ébranla le clocher. Peppone tourna un visage terrible vers don Camillo et serra les poings pour lui asséner un coup. Don Camillo répondit en se mettant en garde. Il s'en fallut d'un cheveu, mais don Camillo vit du coin de l'œil que la foule s'était immobilisée subitement et que tous les regards étaient fixés sur Peppone et sur lui.

– Si nous nous battons, toi et moi, ce sera la bataille de Maclodio¹ ici, dit don Camillo, en serrant les dents.

– Ça va, répondit Peppone, je le fais pour le peuple; et il reprit un visage normal.

– Et moi pour la chrétienté! répliqua don Camillo.

Il ne se passa rien. Mais, la première mi-temps à peine achevée, Peppone rassembla la « Dynamo ».

– Fascistes! dit-il, la voix pleine de dégoût².

Célèbre épisode de la série des *Don Camillo*, « La défaite » fut publiée le 17 mai 1947 dans la revue *Candido* avant d'être reprise deux fois au cinéma³. Giovanni Guareschi y met en scène l'affrontement entre le curé et le maire d'un village imaginaire de la région de Parme, ici à l'occasion d'un match entre leurs équipes de football respectives, la « Gaillarde », catholique, et la « Dynamo », communiste. Sur une tonalité délibérément comique, ce passage d'une œuvre de fiction illustre deux phénomènes bien réels qui s'épanouissent dans l'Italie de l'après-guerre.

On assiste alors à la diffusion par capillarité dans la société et la culture italiennes de l'attachement affectif aux équipes de football, désigné par un néologisme forgé dans les années 1920, et difficilement traduisible en français (où il n'a pas d'équivalent), le *tifo*. Le terme

¹ Le 17 octobre 1427, à Maclodio, dans le pays brescian, s'affrontèrent les troupes milanaises des Visconti et celles, alliées, de Venise et de Florence.

² « La disfatta », dans Giovanni Guareschi, *Don Camillo : Mondo Piccolo*, Milan, Rizzoli, 1948, p. 72 (édition française au Seuil en 1951, réédition *Don Camillo*, Seuil, 2003, p. 147 et suivantes).

³ D'abord dans *Le petit monde de Don Camillo*, de Julien Duvivier en 1952, puis dans *Don Camillo* de Terence Hill en 1983.

exprime à la fois une participation du supporter et une maladie dont il serait affecté. Il dérive sans doute de l'adjectif *tifico*, relatif à celui qui est atteint de la fièvre typhoïde. Par extension, le mot en vient progressivement à désigner l'ensemble des formes d'encouragement d'une équipe, de la simple déclaration de sympathie au militantisme de ceux qui se rendent au stade⁴. Les manifestations exubérantes du président de la République Alessandro Pertini pendant la finale de la Coupe du monde gagnée par l'Italie en 1982 illustrent cette fièvre, qui parvient jusqu'au sommet de l'État.

Parallèlement à la construction de cette culture, commune à tous les groupes sociaux⁵, la pratique de masse du football est encadrée par les mouvements politiques selon le modèle du *collateralismo*, c'est-à-dire par le biais d'organismes de promotion sportive (*Enti di promozione sportiva*). Le mot «collatéralisme» désigne le fonctionnement de la nébuleuse d'organisations qui, dans le monde des associations, sont placées sous la dépendance de tel ou tel parti politique. Que leur but soit éducatif, ludique ou économique, les militants y adhèrent généralement à titre individuel⁶. Émergent ainsi, d'une part, l'Union italienne du sport populaire (*Unione italiana sport popolare* – UISP), qui s'intègre dans les stratégies d'action du Parti communiste italien (Pci) ainsi que du Parti socialiste italien (Psi) et, d'autre part, le Centre sportif italien (*Centro sportivo italiano* – CSI), qui se développe dans la mouvance catholique.

Ces deux associations existent encore aujourd'hui, et la passion des Italiens pour le football ne se dément pas, au point qu'il est parfois difficile, en Italie, d'échapper au *calcio*⁷. Aucun domaine de la vie sociale n'ignore son emprise : les chanteurs y font allusion, le cinéma le met en scène, la télévision lui consacre de longues heures de retransmission (par exemple toute la journée du dimanche) et le langage courant comme celui de la politique sourdent constamment de métaphores footballistiques. Lorsqu'on rencontre un Italien, il n'est pas rare qu'une de ses premières questions porte sur l'identité de l'équipe de football dont on se réclame. Le *tifo* est une culture partagée dans toute la péninsule et il semble naturel à chacun, homme ou femme, de

⁴ Voir Giorgio Triani, *Mal di stadio. Storia del tifo e della passione per il calcio*, Rome, Edizioni Associate, 1990, p. 72 et Alessandro Dal Lago, Roberto Moscati, *Regalateci un sogno. Miti e realtà del tifo calcistico in Italia*, Milan, Bompiani, 1992, p. 36.

⁵ Voir le tableau n° 34, p. 292.

⁶ Sur ce point, voir Agokip Manoukian (dir.), *La presenza sociale del Pci e della Dc*, Bologne, Il Mulino, 1968.

⁷ Depuis le début du XX^e siècle, le terme désigne en Italie le sport codifié par les Anglais dans la seconde moitié du XIX^e siècle, en référence au *calcio storico fiorentino*. Par cette opération de traduction, on tente d'asseoir la fiction d'une antériorité autochtone, ce qui témoigne de la réussite de la greffe sportive. Sur ce point, voir Pierre Lanfranchi, «La réinvention du football en Italie», *Sociétés & Représentations*, 1998, 7, p. 49-65.

choisir un club qu'il encouragera toute sa vie et de revendiquer l'appartenance à un groupe de *tifosi*. En 1994, l'historien anglais Paul Ginsborg cite ainsi l'amour pour le football parmi les traits constitutifs de l'identité nationale italienne, aux côtés du catholicisme, du poids de la famille et de la défiance vis-à-vis de l'État. Selon lui, le *calcio* est «l'une des choses qui ont fait les Italiens tels qu'ils sont»⁸. D'où la question, aussi générale que fondamentale : comment et pourquoi le football est-il devenu si important dans la société italienne?

Donner des éléments de réponse à une telle interrogation implique de mettre en évidence les ressorts de cette particularité italienne. Comment s'exprime-t-elle? Lorsqu'on passe les Alpes en venant de France, on est frappé, notamment, par l'importance politique que revêt le football. Les observations que faisait Umberto Eco en 1973 auraient été inimaginables dans notre pays à la même époque :

Il y a quelque chose, quand bien même le jugerait-il essentiel, qu'aucun mouvement étudiant, aucune révolte urbaine, aucune contestation globale ou quoi que ce soit d'autre, ne pourra jamais faire. C'est envahir un terrain de football le dimanche. La proposition elle-même semble ironique et absurde, essayez de la faire et on vous rira au nez; réalisez-la sérieusement et on vous taxera de provocateur [...] Parce que vous pouvez occuper une cathédrale : vous aurez un évêque qui proteste, quelques catholiques perturbés, une frange de dissidents favorables, les gauches indulgentes, les laïques historiques (au fond) heureux. Et vous pourrez occuper le siège central d'un parti, et les autres partis, plus ou moins solidaires, penseront que c'est bien fait pour lui. Mais si quelqu'un occupait un stade, [...] absolument personne ne vous soutiendrait : l'Église, la Gauche, la Droite, l'État, la Magistrature, les Chinois⁹, la Ligue pour le divorce¹⁰ et les Anarcho-Syndicalistes, tous cloueraient les criminels au pilori¹¹.

Dans ces commentaires ironiques d'un intellectuel qui juge artificielle la séparation entre «culture des élites» et «culture de masse»¹², le football apparaît comme un enjeu politique de taille. Le phénomène du *tifo* ne trouve pas ses origines dans une quelconque spontanéité des masses. Pour comprendre comment cette singulière culture du football

⁸ Paul Ginsborg, «Ma quale Italia?», *Storia e Dossier*, 1994, 95, p. 6-25.

⁹ Le terme désigne les maoïstes.

¹⁰ Un an avant le referendum d'abrogation du divorce, la ligue pour le divorce est une association très active dans le débat public en Italie. Voir *infra*, p. 387.

¹¹ Umberto Eco, «La chiacchiera sportiva. Valori senza campioni», dans Id., *Il costume di casa*, Milan, Bompiani, 1973, p. 237-242.

¹² Umberto Eco faisait partie de l'équipe de la Nouvelle avant-garde qui a fondé, en 1963, le «groupe 63», marqué par la recherche du «nouveau», de l'inédit et du «moderne». En 1964, il a publié un essai, *Apocalittici e integrati : comunicazioni di massa e teorie della cultura di massa*, Milan, Bompiani, où il mêle volontairement les genres (bandes dessinées, science fiction et succès télévisés).

s'est construite dans l'après-guerre, il est nécessaire d'examiner les racines de l'encadrement du *calcio* par les mouvements politiques.

L'émergence du *tifo* et celui du «collatéralisme» sont en effet deux processus intimement liés. Sans doute l'«inoxydable» Giulio Andreotti, sept fois président du Conseil jusqu'en 1992, incarne-t-il ces deux dimensions. D'un côté, l'actuel sénateur à vie¹³ n'hésita pas à affirmer qu'il avait au cours de sa vie professé une double foi, Dieu et la Roma (un des clubs de football de la capitale)¹⁴; de l'autre, en tant que sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil – où il fut en charge, entre autres, du sport, de 1947 à 1953 –, il favorisa constamment le développement du Csi, tout en suivant de près les championnats professionnels. Andreotti est ainsi un personnage emblématique de la considération et de l'attention que les élites catholiques de l'après-guerre ont portées au football, élites politiques (la classe dirigeante démocrate chrétienne) et ecclésiastiques confondues; Eugenio Pacelli, pape sous le nom de Pie XII, fut ainsi surnommé «le pape des sportifs»¹⁵. De leur côté, les communistes ne restèrent pas inactifs. Enrico Berlinguer, par exemple, futur secrétaire général du Pci de 1972 à 1984, veilla sur les destinées de l'Uisp à partir de sa création en 1948 et jusqu'en 1956, alors qu'il était un jeune responsable de la Fédération de la jeunesse communiste italienne (*Federazione giovanile comunista italiana* – FGCI) et discret *tifoso* du Cagliari (l'équipe championne d'Italie en 1970).

Cet investissement dans le football de la part des hommes politiques n'a rien d'insolite. À partir des années 1930, comme le remarque Pierre Lanfranchi, les rapports entre les États européens et le sport avaient généralement trois motivations : «l'encadrement de la jeunesse, la santé physique de la population et l'affirmation du prestige national»¹⁶. Ce qui est exceptionnel, en revanche, dans le cas italien, c'est l'importance qu'a revêtue le football dans la société de l'après-guerre. Le *calcio* a engendré une culture puissante qui ne pouvait laisser la classe politique indifférente et qu'elle a elle-même contribué à renforcer par ses interventions. Cependant, il faut rappeler que d'autres sports, à commencer par le cyclisme, étaient au moins aussi populaires en Italie au lendemain du second conflit mondial. Pourquoi, par conséquent, avoir choisi de privilégier le football après la chute du fascisme?

¹³ En 1991, il a été nommé sénateur à vie par le président de la République, Francesco Cossiga, pour ses «mérites littéraires».

¹⁴ Voir «Andreotti benedice Montella», *Il Corriere dello sport*, 9 août 1999. Par commodité, j'ai renoncé à mettre les noms de clubs en caractères italiques.

¹⁵ Voir *infra* chapitre 1.

¹⁶ Pierre Lanfranchi, «Entre initiative privée et question nationale. Genèse et évolu-

Le football en 1943 : l'état du terrain

Il faut partir de ce que représente ce sport en 1943. Au moment où le régime de Mussolini s'effondre¹⁷, comment est-il organisé et quels en sont les traits caractéristiques? Tout d'abord, le monde professionnel s'appuie sur la popularité des grandes équipes, les *squadroni*, qui participent au championnat de première division, la série A. Celle-ci a été créée en 1929, trois ans après la légalisation implicite du professionnalisme avec la Charte de Viareggio¹⁸. L'équipe championne d'Italie remporte le droit de coudre sur son maillot un écusson tricolore, le *scudetto* ; les joueurs commencent à faire l'objet d'un vedettariat exacerbé, le *divismo*. Dans les championnats de niveau inférieur, les équipes se sont multipliées (on passe de 400 clubs en 1920 à 1 120 en 1923) et ne sont pas moins populaires. Elles se sont en effet insérées dans les mécanismes d'expression des rivalités locales en s'enracinant dans des territoires forgés par une tradition municipale pluriséculaire. Elles ont fait rejouer, en les actualisant, les antagonismes et les particularismes – ce qu'on nomme, en Italie, le campanilisme («*campanilismo*»), une sorte de chauvinisme, d'esprit de clocher, dont les clubs sont devenus les représentants. La Fédération italienne de football (la *Federazione italiana giuoco calcio* ou *Federcalcio* – FIGC) est intégrée depuis 1914 au Comité national olympique italien (*Comitato olimpico nazionale italiano* – CONI), l'organisme de tutelle du système sportif italien, lui-même placé depuis 1942 sous l'autorité du gouvernement. Le prestige de l'équipe nationale, la *squadra azzurra* – elle joue avec un maillot bleu azur, la couleur de la Maison de Savoie –, deux fois championne du monde (en 1934 et 1938) et championne olympique en 1936, n'est pas non plus négligeable.

Toutefois, on l'a déjà dit, le football n'est pas encore le sport le plus populaire en 1945. L'organisation de la Coupe du monde de football en Italie en 1934 est à cet égard révélatrice. Paul Dietschy a bien montré que la compétition souffrit de toute évidence de la concurrence du *Giro*, le Tour d'Italie cycliste, qui passionnait les Italiens bien plus que les matchs de la *squadra azzurra*. C'est que les cyclistes allaient vers les masses, alors que les prix des billets d'entrée aux stades étaient prohibitifs. Leur achat était de fait réservé aux classes moyennes urbaines. Par ailleurs, seuls cinq millions d'auditeurs sur une population de plus de 41 millions de personnes suivirent les rencontres autour d'un poste de radio. Le *Duce* lui-même, adepte de sports «bourgeois» comme

tion des politiques sportives en Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie)», *Politix*, 2000, 50, p. 29-48.

¹⁷ Le 25 juillet, Mussolini est démis de ses fonctions par Victor-Emmanuel III et le gouvernement du maréchal Pietro Badoglio annonce l'armistice le 8 septembre.

¹⁸ Elle créa une catégorie de joueurs dits «non amateurs». Voir Pierre Lanfranchi, «La réinvention du football en Italie», *loc. cit.*

l'escrime ou l'équitation¹⁹, ne se décida à soutenir financièrement le comité d'organisation de la FIGC qu'une fois la qualification de l'équipe nationale acquise. La compétition, encore récente, ne bénéficiait certes pas du prestige aristocratique des Jeux olympiques, mais elle pouvait être un instrument, même modeste, de la politique extérieure du régime²⁰.

Néanmoins, l'intérêt tardif de Benito Mussolini pour le football explique que celui-ci n'ait guère été assimilé au régime fasciste. Le témoignage de Lucio Lombardo Radice, mathématicien et membre du comité central du Pci, est à cet égard éclairant. Évoquant en 1982 le plus beau match qu'il ait jamais vu, la finale de la Coupe du monde de 1934, il précise que «personne n'est jamais devenu fasciste parce qu'il supportait l'Italie de Vittorio Pozzo [l'entraîneur de l'équipe nationale italienne dans les années 1930]»²¹. Lombardo Radice établit ensuite un parallèle avec la ferveur entourant le jeu du *Palio* à Sienne²² :

Ô toi, très cher et inoubliable camarade communiste, résistant siennois de la Chouette²³, toi qui un soir d'automne en 1945 me forças presque, sous la pluie, à aller au siège de ta *contrade* [quartier] pour me faire admirer le «*Palio* de l'Empire 1936», le plus grand trophée d'un *totem* qui ne gagnait pas souvent. *Instrumentum regni*, opium du peuple, corruption des consciences et des âmes? S'il vous plaît, arrêtons de dire des bêtises²⁴.

Ainsi s'explique probablement l'absence d'épuration dans le milieu du football après la chute du fascisme. Sur les 169 commissions mises en place à cet effet par le décret du 9 novembre 1945, deux s'occupent respectivement des journalistes et des dirigeants sportifs. À Milan, par exemple, la première ne condamne personne, ce qui lui vaut ce commentaire ironique de la part de l'organe du Parti socialiste, *Avanti!* : «On dit [...] que la commission d'épuration de la presse sportive, après un examen attentif, a épuré tous les journalistes non inscrits au Parti national fasciste (PNF)»²⁵. À Florence, en 1946, le retour de Luigi

¹⁹ Voir Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p. 445-446.

²⁰ Voir le chapitre «La *Coppa del Duce*? Fascisme et football pendant la Coupe du monde 1934», dans Paul Dietschy, Yvan Gastaut, Stéphane Mourlane, *Histoire politique des Coupes du monde*, Paris, Vuibert, 2006, p. 92-109.

²¹ Lucio Lombardo Radice, «Il gol di Orsi», dans Walter Veltroni (dir.), *Il calcio è una scienza da amare. 38 dichiarazioni d'amore al gioco più bello del mondo*, Rome, Savelli Editori, 1982, p. 77-81.

²² À Sienne, le *palio* est l'étendard brodé remis au vainqueur de la course de chevaux opposant chaque année les différents quartiers, ou *contrades*, de la ville. Le terme désigne aussi la course elle-même.

²³ Nom d'une des *contrades* siennoises.

²⁴ Lucio Lombardo Radice, «Il gol di Orsi», *loc. cit.* Voir la traduction du texte intégral en annexe p. 588-593.

²⁵ «Sport Bar», *Avanti!*, 15 octobre 1946.

Ridolfi, ancien chef de la fédération fasciste de la capitale toscane, mais aussi fondateur de l'Ac Fiorentina, le club de football de la ville, en 1926, est facilité par Angelo Salvatori, le secrétaire de la fédération communiste. Ce dernier fit savoir qu'il s'occuperait personnellement de la sécurité de Ridolfi, si d'aventure quelque «imbécile» voulait attenter à sa vie. Il justifiait sa position en ces termes : «Après les Médicis, s'il y a quelqu'un qui a fait quelque chose pour Florence, c'est vraiment Luigi Ridolfi»²⁶. La même logique préside à la gestion du Coni dans l'Italie libérée. Son nouveau responsable, le socialiste Giulio Onesti, invoque les compétences des anciens fonctionnaires pour expliquer qu'il les maintienne à leur poste. L'ancien secrétaire privé de Ridolfi, Ottorino Barassi, devient ainsi président de la *Federcalcio* en 1946²⁷.

Dans le domaine de la pratique des amateurs et des jeunes, l'Italie hérite par ailleurs des structures fascistes. En 1926 avait été créée l'*Opera nazionale dopolavoro* (OND), chargée de s'occuper du temps libre des travailleurs. En 1935, le *Dopolavoro*, littéralement «après le travail», fort de ses 15 000 sections sportives, constituait la première organisation de loisirs populaires au monde, devant celle de l'URSS²⁸. À la chute du fascisme, l'Église est prête à prendre la relève, dans ce domaine comme dans bien d'autres²⁹, et elle peut se prévaloir d'une vieille tradition en la matière. Le mouvement récréatif catholique s'est en effet développé dans la seconde moitié du XIX^e siècle. À Turin, vers 1860, don Giovanni Bosco a eu l'intuition que le sport, dans la société industrielle naissante, était l'un des principaux modes d'agrégation des masses populaires et des jeunes³⁰. Dans les patronages salésiens, l'éducation sportive devint

²⁶ Cité par Andrea Claudio Galluzzo, *Il Fiorentino. Vita e Opere del Marchese Luigi Ridolfi*, Rome, Società Stampa Sportiva, 1999, p. 193.

²⁷ Les deux exemples évoqués illustrent, dans le domaine sportif, les positions différentes de la gauche italienne. Le Parti socialiste, comme le Parti d'Action, est un farouche partisan de l'épuration dont la nécessité, à tous les degrés et dans tous les secteurs, s'accorde avec son interprétation d'un État italien gangrené et responsable de l'ascension et de la victoire du fascisme. Il s'agit de tailler dans le vif d'un système économique, social et culturel qui a conduit au fascisme et l'a servi. Le Pci, en revanche, reste prudent, Togliatti n'hésitant pas à reprendre l'argument des Alliés selon lequel la priorité doit être donnée à la reconstruction. Par ailleurs, l'épuration fut globalement plus modérée en Italie qu'en France et la compétence de l'appareil d'État est mise en avant dans à peu près tous les domaines. Sur ces points, voir Hans Woller, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia 1943-1948*, Bologne, Il Mulino, 1997, et Romano Canosa, *Storia dell'epurazione in Italia. Le sanzioni contro il fascismo 1943-1948*, Milan, Baldini&Castoldi, 1999.

²⁸ Voir Victoria De Grazia, *The Culture of Consent. Mass Organization of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981 (traduction italienne : *Consenso e cultura di massa. L'organizzazione del Dopolavoro*, Bari, Laterza, 1981).

²⁹ Voir Jean-Dominique Durand, *L'Église catholique dans la crise de l'Italie (1943-1948)*, Rome, École française de Rome, 1991.

³⁰ La bibliographie sur saint Jean Bosco est très vaste mais l'ouvrage de référence reste celui de Pietro Stella, *Don Bosco nella storia della religiosità cattolica*, vol. 1, *Vita e opere*,

ainsi un aspect important de la pastorale destinée à la jeunesse³¹. Au cours du pontificat de Léon XIII (1878-1903) apparurent les premières sections de gymnastique qui, progressivement, gagnèrent leur autonomie par rapport au réseau des patronages, se constituèrent en clubs et furent regroupées en 1906 au sein de la Fédération des associations sportives catholiques italiennes (*Federazione delle associazioni sportive cattoliche italiane* – FASCI). Après la dissolution de cette dernière, en 1927, par le régime fasciste, ce fut au tour des activités sportives organisées par les patronages et par la Jeunesse de l'Action catholique d'être totalement interdites en septembre 1931³². L'organisation de la jeunesse fasciste, l'*Opera nazionale Balilla* (ONB), absorbée par la *Gioventù italiana del Littorio* (GIL) en 1938, en détenait seule, désormais, le monopole³³. Néanmoins, on continua à jouer au football sous la direction des prêtres, mais sans cadre officiel spécifique, dans l'espace clos des patronages paroissiaux, avant que la tutelle ecclésiastique ne s'institutionnalise à nouveau, dès 1944, avec la fondation du Csi.

Les communistes ne pouvaient bien sûr revendiquer la même expérience que l'Église. Ils eurent néanmoins eux aussi l'ambition de fonder une organisation capable de régénérer le pays et de prendre la relève de la défunte GIL. Dans l'immédiat après-guerre, il s'agit du Front de la jeunesse, qui se veut interclassiste, unitaire et politiquement neutre. Les deux associations périphériques catholique et communiste ne se présentent pas comme des organisations partisans; au contraire, elles ont pour objectif commun de succéder au *Dopolavoro* et d'apparaître comme le creuset exclusif d'une nouvelle nation.

Zurich, Pas, 1968, vol. 2, *Mentalità religiosa e spiritualità*, Zurich, Pas, 1969, vol. 3, *La canonizzazione (1888-1934)*, Rome, LAS, 1988.

³¹ Il faut clarifier le vocabulaire utilisé de part et d'autre des Alpes. En Italie, l'*oratorio*, qui désigne originellement un lieu de prière, une chapelle à l'intérieur d'un édifice où l'on se rend pour prier, a pris peu à peu un autre sens, celui de point de référence de groupes de jeunes qui y exercent diverses activités, qui se terminent habituellement par un temps de prière. Toujours dépendant d'une paroisse, l'*oratorio* italien correspond donc au patronage français.

³² Sur la crise entre le régime fasciste et l'Action catholique, voir Mario Casella, « Pio XI e l'Azione Cattolica italiana », dans *Achille Ratti, pape Pie XI*, Rome, École française de Rome, 1996, p. 605-640. L'ouverture des archives de Pie XI permet d'étudier le point de vue du Vatican : Archivio segreto vaticano, Affari ecclesiastici straordinari-Italia, POS, 667, PO, 1, d, fascicolo (f.) 109-110; e-f, f. 111-113; 4, f. 122-126; 734, PO, f. 241-245; 763, PO, 1, f. 273-283; 773, PO, 1, f. 316-318; 2, f. 319-331; 3, f. 332-336; 10, f. 356; 788, PO, f. 371-372; 801, PO, f. 401-405; 806, PO, f. 413; 849, PO, 1, f. 483-497; 2, f. 498-514; 3, f. 515-522; 4, f. 523-526; 5, f. 527-534; 961, PO, f. 647; Nunziatura apostolica in Italia, busta (b.) 22, f. 17; b. 23, f. 1 et 3; b. 24, f. 14; b. 76, f. 1.

³³ L'ONB, fondée en 1926, accueillait les jeunes de 8 à 18 ans. Son nom fait référence à Giovan Battista Perasso, dit Balilla, le jeune Génois qui lança la révolte contre les occupants autrichiens en 1746.

Des liens intimes avec le politique

Dès 1944, les formes de sociabilité associative liées au football et tissées dans le cadre de manifestations sportives ont été considérées par les élites politiques italiennes comme un moyen privilégié de promouvoir leurs projets. Dans les premières décennies de l'après-guerre, les partis constituèrent les principaux agents de socialisation et d'identification symbolique. La pratique sportive, et donc principalement celle du football, ne pouvait échapper à leur encadrement généralisé. C'est ainsi que débuta l'histoire des associations «collatérales», qui se poursuit jusqu'aux années 1970, moment de leur prise d'autonomie par rapport à leurs partis et mouvements politiques et religieux de référence.

Cette histoire, qui constitue le premier volet de ma recherche, représente un observatoire privilégié pour analyser la traduction, dans la sphère associative sportive, des tensions sociales, politiques et idéologiques qui parcourent la société italienne. Elle permet d'aborder la constitution et le fonctionnement des «subcultures» catholique et communiste par l'étude de ces instances de contrôle social que sont les associations sportives, notamment là où elles se sont le plus développées, dans le centre et le nord de l'Italie, mais aussi dans la société méridionale. La notion de «subculture» («*sottocultura*») est en effet spécifiquement italienne. Dans des régions caractérisées par une structure urbaine (villes petites et moyennes) et économique (petites entreprises familiales) particulières, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste ont tissé un réseau d'institutions (aides sociales, activités culturelles, représentation des intérêts économiques et socioprofessionnels) qui diffuse et reproduit une appartenance culturelle globale. Pour une grande partie de la Lombardie (en particulier dans les provinces – l'équivalent italien du département français – de Bergame et de Brescia), en Vénétie, dans le Frioul et le Trentin, on parle de «zones blanches», tant l'hégémonie de la «subculture» catholique y est fortement prononcée. En Émilie-Romagne (notamment dans les provinces de Bologne, Parme et Reggio Emilia) et en Toscane (surtout dans les provinces de Sienne, Livourne et Pistoia, et à l'exception de celle de Lucques), le Pci tente d'édifier une contre-société qui puisse résister à l'emprise catholique. On parle alors de «régions rouges»³⁴. Les associations «collatérales» sont donc plus que des structures «périphériques». Cette traduction du mot *collateralismo* ne suffit pas à rendre compte du

³⁴ Voir, dans le numéro thématique de la revue *Memoria e Ricerca* consacré à ce thème, les contributions de Marco Fincardi, «L'immagine dei paesi «rossi»: elaborazione politica di identità tradizionali nel secondo dopoguerra», *Memoria e Ricerca*, 1997, 9, p. 217-236, d'Angelo Ventrone, «Spazi e territori della cittadinanza: la rinascita dei partiti nel dopoguerra», *ibidem*, p. 27-44 et de Luca Verzichelli, «Classe politica, partiti e territorio. I modelli dell'Italia repubblicana», *ibidem*, p. 45-65.

caractère global de l'intervention des mouvements catholiques et des communistes dans la société italienne³⁵.

L'histoire de la pratique du football, qui se répand tant au niveau national ou régional que local, éclaire les stratégies d'encadrement politique, d'enracinement social et de fabrication du consensus conduites par l'Église, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien, de la chute du fascisme à la fin des années 1960. Mais le spectacle footballistique connaît, lui, un développement plus impressionnant encore.

Il a en effet représenté un facteur d'unification nationale en créant les conditions d'un discours social commun, de Trente à Palerme. Vecteur d'une culture de masse, le football a su concilier son succès avec les cultures locales, en assurant une continuité avec les traditions campanilistes. L'émergence du *tifo* pour les équipes des « petites patries » s'inscrit dans un jeu complexe avec les forces politiques et économiques homogénéisantes. Certes, la passion pour le football renforça les identités locales traditionnelles, mais elle finit aussi par stimuler les communications entre les « cent capitales de l'Italie », par l'entremise de championnats et de compétitions dont le cadre était bel et bien national.

Le football gagne en effet à être étudié non seulement comme pratique sociale, mais aussi comme système autonome de représentations, en décalage avec la réalité sociale. Une culture partagée n'est pas monolithique; elle évolue en fonction de processus d'acculturation et de circulation des modèles, dont il faut interroger les significations en prêtant une attention particulière aux acteurs sociaux qui les promeuvent. Il s'agit, d'une part, de saisir l'historicité d'un système de représentations, d'autre part, d'analyser les modalités de l'expression de la passion pour le football chez plusieurs types de *tifosi*, des milieux populaires aux élites intellectuelles et politiques. Une telle approche suppose notamment de prendre en compte les divers objets d'identification du *tifo*, des équipes locales à la *Nazionale*, en passant par les grandes équipes urbaines qui drainent des supporters à une échelle nationale.

Les deux processus du *collateralismo* et de la prise en charge du *tifo* par le politique sont tout à la fois conflictuels et convergents. Comment ont-ils contribué à renforcer la place du football en Italie? Dans quelle mesure ont-ils participé à la création d'une « tradition » déclinée sous des formes spécifiques du nord au sud du pays, vécue par les masses comme par les élites, par les catholiques comme par les communistes? L'histoire du *calcio*, espace de consensus tant culturel que social, permet ainsi de rendre compte de logiques de modernisation à l'œuvre dans la société italienne depuis la Seconde Guerre mondiale. Attentive au football amateur aussi bien qu'au football professionnel, au football joué et

³⁵ Ainsi, on utilisera plutôt le substantif « collatéralisme » et l'adjectif « collatéral », bien qu'ils aient un sens différent en français.

regardé, cette histoire rejoint un questionnement plus général sur la manière dont les Italiens, dans leur diversité, ont résisté ou se sont adaptés aux transformations alors en cours, mais aussi sur les modalités du contrôle social et les moyens utilisés par le monde politique pour se mettre en phase avec la société.

À cet égard, l'historiographie est plutôt succincte. De façon générale, les travaux existants portent davantage sur la diffusion du football en Italie à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle; ils privilégient volontiers l'époque fasciste, ou encore la période plus contemporaine, à partir des années 1980³⁶. Les rares historiens qui se sont intéressés à l'après-guerre ont étudié séparément deux aspects de l'encadrement politique du football en distinguant la sphère professionnelle de celle des associations d'amateurs. En 1976, Felice Fabrizio avait ainsi étudié les divisions politiques présidant à la pratique sportive des amateurs en Italie³⁷, tandis qu'Antonio Papa et Guido Panico ont livré 25 ans plus tard une histoire sociale des équipes professionnelles des séries A et B dans l'après-guerre³⁸. Ces contributions, riches d'enseignements, laissent pourtant subsister des lacunes. D'abord, l'étude de Felice Fabrizio ne comporte pas d'analyse spécifique relative à la place du football dans la pratique amateur. Surtout, toutes deux adoptent une perspective partielle, dans la mesure où elles prennent en compte tantôt l'aspect amateur, tantôt la dimension professionnelle, sans jamais faire le lien entre eux. Enfin, les sources mises à profit par ces auteurs au service de leurs démonstrations apparaissent à bien des égards limitées; pour l'essentiel, ils se sont contentés d'utiliser la presse.

La présente recherche s'efforce de prendre en compte conjointement les deux phénomènes, amateur et professionnel, sous l'angle d'une histoire sociale du politique³⁹. Le mot italien *sportivo* lui-même invite à une telle démarche, puisqu'il désigne à la fois celui qui joue et celui qui assiste au spectacle sportif. Une étude combinée est de nature

³⁶ Dans la première catégorie, outre les travaux de Pierre Lanfranchi et de Paul Dietchy déjà évoqués, on peut citer Simon Martin, *Football and Fascism. The National Game under Mussolini*, Oxford-New York, Berg, 2004. Dans la seconde catégorie figurent la première étude universitaire sur le sujet, celle d'Alessandro Portelli, «Ritualità ed economia politica nel calcio all'italiana», *Il Mulino*, 1977, 254, p. 946-957 et, plus récemment, celle de John Foot, *Calcio. A History of Italian Football*, Londres, Fourth Estate, 2006.

³⁷ Felice Fabrizio, *Storia dello sport in Italia. Dalle società ginnastiche all'associazionismo di massa*, Florence, Guarraldi, 1977.

³⁸ Antonio Papa, Guido Panico, *Storia sociale del calcio in Italia. Dai campionati del dopoguerra alla Champions League (1945-2000)*, Bologne, Il Mulino, 2000.

³⁹ De nombreuses études sociologiques et de sciences politiques ont traité les liens entre le sport et la politique, notamment Nicola Porro dans *Identità, nazione, cittadinanza. Sport, società e sistema politico nell'Italia contemporanea*, Rome, Edizioni Seam, 1995, qui développe une analyse stimulante. Cependant, en général, le football n'est pas abordé spécifiquement et aucune source n'est utilisée pour l'étude de l'après-guerre.

à mettre en lumière la cohérence des projets portés par les catholiques et les communistes. À des fins de légitimation symbolique, de mobilisation politique et de contrôle social, les uns et les autres ont en effet tenté d'utiliser aussi bien le football professionnel que le football amateur dans un but similaire, assurer le consensus autour de la reconstruction de la nation, reconstruction qu'ils envisageaient évidemment chacun dans deux perspectives radicalement différentes.

Des sources diversifiées et disséminées

Par ailleurs, la variété de la documentation exploitée a permis de renouveler l'approche. Des fonds d'archives diversifiés ont été mis à contribution. Cette démarche est apparue d'autant plus opportune qu'on ne saurait se contenter d'une étude institutionnelle, menée «par le haut», et selon une perspective strictement romaine. Il importait en effet de comprendre comment les décisions prises à Rome trouvaient leur application à l'échelle locale, mais aussi comment le *tifo* et la pratique du football se sont développés dans l'ensemble du pays.

Dans un premier temps, le travail s'est heurté à l'impossibilité matérielle d'accéder aux archives du Vatican, de la *Federcalcio* et du CONI, ainsi qu'à l'indigence des archives des clubs. Il a donc fallu construire un autre corpus de recherche. C'est pourquoi j'ai procédé au dépouillement systématique des archives du CSI conservées à l'Institut Paul VI à Rome, qui étaient demeurées jusqu'alors inexploitées. Menacées d'être purement et simplement détruites en 1978, elles ont été sauvées *in extremis* puis classées par les conservateurs des archives de l'Action catholique (*Azione cattolica italiana* – ACI). Il m'a semblé nécessaire de compléter ces sources par les archives de la présidence générale de l'ACI et de la Jeunesse catholique, qui, si elles sont d'un intérêt inégal, sont parfois très riches d'enseignements sur le CSI⁴⁰. On y trouve des documents concernant l'activité de la direction nationale (procès-verbaux des réunions, correspondance externe, circulaires), ainsi que les actes des comités régionaux, provinciaux et de zone.

Dans l'ensemble, les documents relatifs aux comités, constitués principalement par la correspondance échangée avec la direction romaine et les diocèses, se sont révélés les plus abondants et les plus intéressants. Néanmoins, les cartons de certains comités importants, comme celui de Milan, étaient étonnamment peu fournis. Un détour dans la capitale lombarde, aux archives de la Fédération des patronages milanais, s'est donc imposé. Elles conservent en effet la collection

⁴⁰ Dans les archives de la GIAC, j'ai trouvé des documents concernant le CSI dans les séries 1, 5, 6, 7, 11, 13; dans celles de la présidence générale de l'ACI, dans les séries 1, 6 et 7. Voir le détail des cartons dans l'inventaire des sources.

complète de la revue de la fédération, *L'Eco degli oratori*, ainsi que des imprimés produits par le Bureau sportif de l'archevêché. La section statistique des archives du Csi permet aussi de construire une histoire quantitative de la diffusion des clubs de football catholiques et de leurs adhérents. Une base de données a donc été constituée, traduite cartographiquement et enrichie avec les résultats issus des recensements des terrains de jeu, tels qu'ils ont été effectués en 1956 et en 1961 par l'ISTAT, l'équivalent italien de l'INSEE (recensements qui peuvent être consultés dans l'*Archivio storico* de l'ISTAT à Rome). Ceux-ci donnent notamment des informations précieuses sur les propriétaires des terrains de jeu (État, communes, paroisses, autres associations collatérales, etc.). Il fallait encore dépouiller la revue nationale du Csi, *Stadium*, et procéder par sondages aléatoires ou en fonction d'événements précis dans d'autres revues ecclésiastiques consultables à l'Université grégorienne (notamment la revue *Seminarium*), à la recherche d'informations sur la vision du sport développée par le clergé. Afin d'approcher la vie quotidienne d'un patronage et de varier ainsi l'angle d'étude, j'ai consulté la transcription des entretiens réalisés par les chercheurs du Cercle Gianni Bosio avec les prêtres et avec les enfants qui ont fréquenté dans l'après-guerre le Borgo Ragazzi di Don Bosco, *oratorio* de la périphérie romaine, en les recoupant avec des documents de l'*Archivio storico salesiano*. Quant aux archives de la Démocratie chrétienne, déposées à l'Institut Luigi Sturzo à Rome, elles se sont révélées décevantes en ce qui concerne l'association sportive « collatérale » de ce parti, la Libertas, qui était intégrée, à l'origine, au Csi. En fait, d'après sa revue nationale (intitulée *Libertas*), il apparaît que le football était relativement peu pratiqué en son sein, ce qui explique – au moins en partie – une telle lacune.

L'exploration des archives de l'UISP, l'organisation communiste, qui se trouvent à Bologne, a été moins profitable. Elles sont moins riches que celles du Csi et seuls quatre cartons concernent le football. Néanmoins, les textes des entretiens réalisés avec les dirigeants de l'après-guerre par Luigi Martini, secrétaire général de l'association dans les années 1980, m'ont permis de compenser pour partie la pauvreté du matériel primaire. J'ai également cherché à y remédier en explorant les archives du Pci à l'Institut Gramsci de Rome. Dans cette perspective, les fonds de la direction, de la commission pour la jeunesse, de certaines fédérations régionales et provinciales apportent des informations inédites, tout comme ceux conservés dans deux des Instituts d'histoire de la Résistance, ceux de Modène et d'Alexandrie. A également été dépouillée, à Bologne, la collection de la revue nationale de l'UISP, *Il discobolo*, publiée à partir de 1956. Les informations qu'elle fournit ont été recoupées avec celles d'autres périodiques accessibles à Rome : le mensuel *Sport popolare*, publié par l'UISP de 1949 à 1955, conservé à l'*Archivio capitolino*; à l'Institut Gramsci, *Pattuglia*, l'hebdomadaire du Front de la jeunesse puis de la Fédération de la jeunesse communiste,

le *Quaderno dell'attivista* et *Orientamenti di lavoro*, respectivement mensuel et hebdomadaire réservés aux cadres du Pci; à l'*Archivio della CGIL, Lavoro*, l'hebdomadaire du syndicat contrôlé par les communistes, la Confédération générale italienne du travail; à la Fondation Lelio Basso, *Gioventù nuova*, mensuel de la jeunesse socialiste, qui donne des informations sur l'association sportive socialiste, l'Assi, dont les clubs adhèrent à l'Uisp en 1950. Des sondages ont aussi été effectués dans la presse communiste régionale de Toscane, disponible à l'Institut Gramsci de Florence (*Il dibattito, Toscana Nuova, La Nazione del Popolo*).

La recherche de documents susceptibles de contenir des informations sur l'intervention du monde politique dans le football s'est poursuivie à l'*Archivio centrale dello Stato*. Les fonds du cabinet du ministère de l'Intérieur sont en effet précieux, car les services de cette administration exerçaient une surveillance constante des activités sportives des différents partis politiques. Pour ces mêmes raisons, des documents sont également disponibles dans les fonds du sous-secrétariat à la présidence du Conseil, en charge, entre autres, du sport, sous la cote 3.2.5. Des recoupements étaient alors possibles avec la cote D-14 («Manifestations sportives») de la Direction générale de la sécurité publique. Cette documentation a confirmé que les hommes politiques s'engageaient parfois directement dans la gestion des clubs professionnels. C'est pourquoi il m'est apparu indispensable de constituer, à partir des almanachs du football publiés chaque année par la FIGC et consultables à la bibliothèque du CONI, au Foro Italico, à Rome, une base de données des cercles dirigeants du football italien, regroupant pour l'essentiel les présidents de clubs. J'ai ensuite effectué des recherches prosopographiques visant à préciser la mise en place de ces liens étroits unissant le monde politique et celui du football professionnel.

Ce pan de mes recherches s'est nourri d'une documentation imprimée abondante, conservée essentiellement à Rome et à Florence. Celle-ci comprenait d'abord les procès-verbaux des débats parlementaires, disponibles à la bibliothèque de la Chambre des députés. Elle incluait ensuite les histoires de clubs et de sections locales d'associations sportives, dans lesquelles on trouve, souvent perdues au milieu de listes de résultats de matchs, quantité de menues informations qui ne sont accessibles nulle part ailleurs. Ces histoires étaient consultables au département des *Pubblicazioni Minori* de la Bibliothèque nationale centrale de Florence et à la Bibliothèque nationale de Rome. Je me suis orienté, dans un second temps seulement, vers la presse généraliste, qui n'a donc constitué qu'une source d'appoint pour la recherche, secondaire mais parfois éclairante. Parmi la masse des titres disponibles, il a fallu, à partir d'événements jugés particulièrement significatifs, procéder par sondages dans les quotidiens nationaux, *La Stampa, Il Corriere della sera, Il Tempo, Il Messaggero*, ainsi que dans ceux des partis politiques : *l'Unità, Avanti!, Il Popolo, La Voce Repubblicana*,

auxquels j'ai ajouté *L'Osservatore romano*, sans oublier les grands quotidiens sportifs, *La Gazzetta dello sport*, *Il Corriere dello sport* et *Tuttosport*. Le champ des recherches a alors été étendu aux revues comme *Vie Nuove* et *Rinascita* pour le Pci et *La Civiltà cattolica* pour le «parti romain», soit le courant conservateur du Vatican. Des séjours de recherche effectués à Bologne, Trieste et Udine m'ont permis de consulter la presse régionale. Les bibliothèques nationales florentine et romaine centralisent par ailleurs une littérature abondante accumulée par des journalistes, des essayistes, des pamphlétaires, des témoins engagés, des biographes.

Au fil des recherches menées dans ces nombreux fonds d'archives, jusqu'alors inexplorés – qu'ils proposent des sources manuscrites ou imprimées, romaines ou régionales, privées ou publiques –, deux axes de recherche se sont progressivement dégagés. Le premier s'attache aux organisations sportives «collatérales» catholique et communiste et présente l'encadrement politique de la pratique footballistique. Le second concerne les manifestations de la culture du football et sollicite des archives produites par des acteurs plus diversifiés. Ces dernières n'ont été utilisées que de manière ponctuelle, afin de répondre à des questions portant directement sur le champ du politique. Leur richesse nourrit une réflexion plus globale sur l'élaboration d'une culture nationale partagée et le passage à une culture de masse en Italie.

Pour répondre aux interrogations initiales et comprendre comment le football en est venu à prendre une importance majeure dans la société italienne, les deux premières parties du présent travail considèrent la période qui s'étend depuis la Libération jusqu'à la fin des années 1950. C'est un moment fondateur, où se mettent en place les liens intimes tissés entre le football et les hommes politiques. La première partie abordera l'encadrement de la pratique, sur le modèle du «collatéralisme». Les mouvements catholique et communiste mettent sur pied des organisations censées attirer à eux le plus de pratiquants possibles, l'Église se taillant la part du lion avec le Csi et ne laissant que quelques miettes à l'Uisp. Ainsi, dans le premier chapitre, on examinera la mise en place, l'organisation et le développement du football de patronage, le *calcio d'oratorio*, sous l'égide du Csi, tandis que le deuxième traitera du «football populaire», le *calcio popolare*, développé au sein de l'Uisp.

Dans la deuxième partie, on étudiera comment, au cours de cette même période, la prise en charge de la pratique est insérée dans le combat politique proprement dit, au même titre que la récupération du spectacle proposé par les championnats professionnels. Le troisième chapitre analysera en premier lieu les modalités de l'affrontement entre catholiques et communistes par le biais du football amateur. La concurrence entre le Csi et l'Uisp stimule la diffusion du *calcio*, mais le conflit est également interne au mouvement catholique. À partir du milieu des années 1950, l'accession à la tête de la Démocratie chré-

tienne d'Amintore Fanfani, qui veut en faire un parti émancipé de la tutelle du Vatican, se traduit par le départ de l'organisation sportive «collatérale» démocrate chrétienne, la Libertas, hors du giron du Csi, auquel elle était intégrée depuis 1945. Parallèlement, et ce sera l'objet du quatrième chapitre, les élites politiques, essentiellement démocrates chrétiens, prennent en charge le spectacle professionnel. Dès la Libération, celui-ci est considéré comme une affaire d'État. On mettra en évidence le rôle de Giulio Andreotti, qui a toujours su orienter l'attention des gouvernements démocrates chrétiens vers le football. L'analyse de la proximité des sphères politique et footballistique s'appuiera, d'une part, sur les cas de parlementaires présidents de clubs, d'autre part, sur les conditions et les modalités de la récupération du *tifo* à l'échelon national et local.

Au tournant des années 1960 et dans les années 1970, les structures d'encadrement catholiques et communistes doivent réagir à la massification du *tifo* et de la pratique du football, réaction qui sera analysée dans la troisième partie. Le cinquième chapitre reviendra d'abord sur la période de gestation du phénomène culturel de masse qu'est le *tifo* dans la seconde moitié des années 1940 et la décennie 1950. Dans les années 1960, les formes d'expression du *tifo* se renouvellent sous une double influence. D'un côté, les propriétaires des clubs suscitent la création d'associations officielles de *tifosi*; de l'autre, les intellectuels liés au Pci commencent à considérer le *tifo* pour les clubs professionnels comme un instrument d'émancipation. Apparaissent les groupes d'ultras, fréquentés par une nouvelle génération de supporters, plus jeunes, qui s'approprient cette relecture politique des rivalités urbaines, en rupture avec l'interprétation admise jusque-là. Dans les années 1970 s'affirme ainsi une culture composite, en partie politisée alors qu'elle est fortement autonome par rapport à la sphère politique et religieuse. Au cours de cette même période, les organisations «collatérales» catholiques et communistes connaissent une profonde évolution, à laquelle sera consacré le sixième chapitre. Malgré la concurrence de la *Federcalcio*, elles sont en pleine expansion, tout en s'autonomisant par rapport à leurs mouvements politiques et religieux de référence. Néanmoins, elles conservent leur ancrage dans les subcultures «rouge» et «blanche», illustrant la permanence des divisions politiques jusque dans la pratique du football.

Afin de mettre en lumière la politisation du football, qui prend toute son ampleur dans les années 1980, la réflexion s'articulera autour de trois moments : au temps de l'encadrement du *calcio* succède celui de l'insertion dans les combats politiques, qui prépare lui-même la période ultérieure de massification et d'autonomisation du *tifo* et de la pratique. Le point de départ de la recherche se situe à Rome, à la fin de l'année 1943. Alors que la ville est encore occupée par les Allemands, les dirigeants catholiques se projettent déjà dans la reconstruction du pays.